

Chevènement propose un Congrès de rassemblement de la gauche en 2010 ou début 2011

Dépêche AFP, mercredi 14 mai 2008, 18h19.

Chevènement propose un Congrès de rassemblement de la gauche en 2010 ou début 2011

Jean-Pierre Chevènement, président d'honneur du MRC, a appelé mercredi à un débat à gauche pour créer un grand parti de toute la gauche, avec la tenue d'un "Congrès de rassemblement" en 2010 ou début 2011 permettant une "candidature commune" à la présidentielle de 2012.

Cette stratégie est proposée dans une motion d'orientation adoptée par la direction du Mouvement républicain et citoyen (MRC), pour son Congrès des 21 et 22 juin prévu au Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne), ville gérée par un maire MRC, Jean-Luc Laurent.

"L'impératif est le rassemblement" et "les clivages internes de la gauche doivent être dépassés par le débat", a affirmé lors d'un point de presse M. Chevènement pour qui ce grand parti doit être fondé sur un "projet républicain".

Pour l'ancien ministre, le contexte est favorable à un tel "électrochoc". "Nous sommes à l'aube d'une crise profonde et systémique", la "globalisation est en crise. Un tsunami est à l'horizon".

M. Chevènement affirme croire aux "miracles républicains" - comme celui qui a permis, selon lui, la fondation du PS au Congrès d'Epinais en 1971.

Des étapes intermédiaires seront peut être nécessaires pour ce grand parti, avec la création "dans un premier temps (d') une Fédération", ajoute-t-il.

Il propose un calendrier: des "forums d'unité dès cette année", des "assises de la gauche en 2009" et "un Congrès de rassemblement en 2010 ou début 2011" en vue d'une "candidature commune de la gauche sur la base d'un projet partagé" en vue de la présidentielle de 2012.

Le périmètre d'un tel rassemblement pourrait "aller jusqu'à la gauche radicale et même utopique" et regrouper à la fois "Gérard Collomb" le maire PS de Lyon, "Jean-Luc Mélenchon et Marie-George Buffet", numéro un du PCF, selon lui.

M. Chevènement n'entend pas entrer dans "les débats de personnes" au PS en vue de son leadership. Ségolène Royal est "courageuse" mais il lui reproche de n'avoir pas défendu la tenue d'un référendum sur le traité européen de Lisbonne alors qu'elle s'y était "engagée" pendant sa campagne. Quant à Bertrand Delanoë, il est "très grand maire, peut-il être autre chose? A lui de le démontrer", s'est exclamé l'ancien ministre.